

Que faire face à la radicalisation islamiste en Normandie ?

Publié le 02/01/2016 à 23H00

Partager

Réagir

Islamisme. Un an après les attentats de janvier 2015 à Paris, enquêtedans la région sur la radicalisation qui mène parfois au djihadisme.



1/7

En ce dimanche après-midi du 20 décembre, la grande salle de la nouvelle mosquée de Caucriauville, au **Havre**, affiche complet. À l'heure de la prière, vers 17 h et 19 h. Mais aussi avant et après, avec des enfants qui écoutent des animatrices évoquer la naissance du Prophète dans le cadre de cette célébration annuelle. Lors de ces moments voulus pédagogiques, il est question de foi et de tolérance. Comme lors du prêche de l'imam, Youssef Cherraj. Diplômé en théologie, formé à Manchester, il est imam en Haute-Normandie depuis dix ans, dont huit au Havre. Il est aussi attaché à l'Association des musulmans du Havre (AMH), qui gère également une autre mosquée, plus petite dans le quartier de la Mare-Rouge.

Avec calme, cet homme érudit né en France, qui s'est frotté à un large enseignement pendant une décennie, jette un regard sur cette ambiance familiale : « *Nous sommes loin de la violence que l'on veut nous prêter, n'est-ce pas ?* » D'ailleurs, le référent religieux pour la communauté musulmane balaie d'un revers de main le mot archi employé ces derniers mois, celui de radicalisme. « *Il ne fait pas partie de notre vocabulaire. Il est lié à l'ignorance et n'a aucun rapport avec notre pratique.* »

Abdellatif Hmito, imam à **Oissel**, n'a pas dit autre chose le [12 décembre](#), en arabe et français lors de son prêche : « *La force n'est pas synonyme de violence* ». Ces principes doivent être appliqués à l'éducation des enfants, sous peine de les rendre vulnérables « *au discours extrémiste pour lequel foi signifie tuer* ». Pour lui, « *la confusion actuelle laisse une place à tous les apprentis sorciers. Les djihadistes dévoient les codes les plus évidents de l'islam. Le djihad signifie « don de soi » et l'effort armé vient en bon dernier. Bref, Daech, c'est du marketing* ».

Les pouvoirs publics affichent comme objectif de « déradicaliser » de jeunes musulmans tentés par le djihad. Peine perdue ? En Normandie, la préfecture de l'**Eure** « *ne communique pas sur ce sujet* ». En **Seine-Maritime**, le directeur de cabinet du préfet ne souhaite pas s'exprimer avant l'entrée en fonction de la nouvelle préfète, prévue demain. On sait seulement que le préfet a incité à la création d'associations et à la sécurisation des lieux de cultes. Des caméras ont été posées dans six mosquées de la métropole rouennaise, à **Elbeuf** notamment. Le Havre et sa région doivent suivre. Pourtant, selon nos sources, la radicalisation s'amplifie si l'on prend en compte les individus suivis par les services de renseignements. De juin à décembre dernier, le Calvados est passé de 44 à 96, la Manche de 14 à 29, l'Orne de 16 à 41, l'Eure de 11 à 45 et la Seine-Maritime de 46 à 74.

Pour Mohammed Karabila, du Conseil régional du culte musulman, « *il y a quelques excités à éradiquer, souvent d'anciens délinquants. Mais ils fréquentent très peu les mosquées. Le problème, c'est ça !* », affirme-il en brandissant son smartphone. L'« *imam Google ou Youtube* » est le principal recruteur de ces jeunes, qui ont une connaissance très parcellaire du Coran. À cause de cette « *radicalisation en chambre* » du cyberdjihad, au moins deux de ces jeunes « *analphabètes religieux* » de la banlieue rouennaise - un garçon et une fille - sont ainsi partis en Syrie depuis cet été. Leurs parents « *ne savent même pas s'ils vivent encore* ».

Selon Hatem Cherif, chargé des relations extérieures pour l'AMH, « *il s'agit de jeunes qui sont à la recherche de statut et de reconnaissance, parce que se sentant rejetés.* » « *Le radicalisme, c'est pratiquer les textes à sa façon*, renchérit Youssef Cherraj, qui ne voit pas pourquoi il faudrait aujourd'hui fermer des mosquées. « *Regardez ce qui pose problème, c'est l'absence d'imams n'ayant pas eu de formation théologique de qualité. Sur les 2 500 mosquées, un faible nombre d'imams a eu la chance de s'expatrier pour être formés. La faute au gouvernement qui n'a pas facilité l'ouverture d'écoles de théologie en France* », balance l'imam, également aumônier musulman bénévole à la prison du Havre (une fois par semaine), une « *activité qui a pris du retard* ». Mais pas question d'en savoir plus sur les profils « radicalisés » ou pas.

L'imam enchaîne avec un mea culpa. « *Nous n'avons pas assez évolué avec le monde virtuel et sociétal. Notre jeunesse aurait dû anticiper.* » Mais il a des mots peu complaisants envers les médias et les politiques, « *en partie responsables de la situation actuelle, se faisant caisse de résonance des amalgames.* » Et de prôner une ouverture encore plus large vers la société civile, au-delà du dialogue interreligieux déjà en place.

Deux jours plus tard, le mardi 22 décembre, au centre Essalam de la Mare-Rouge, les mamans, les « sœurs » engagées dans des activités associatives, se sentent interpellées par le sujet. Encore plus depuis la porte ouverte « *réussie* » début décembre à la mosquée de Caucriauville (500 curieux). Linda, jeune femme travaillant auprès des seniors, avoue : « *Je ne connaissais pas le mot radicalisme. Tout ce qui est dit nous fait mal. Mais tout ce qui s'est passé cette année est un mal pour un bien, il y a aussi davantage de questions. A nous d'aller vers les autres et d'expliquer.* » Pour cela, le Conseil français du culte musulman a demandé aux responsables des mosquées de France d'ouvrir leurs portes au grand public le week-end prochain.

PATRICIA LIONNET (AVEC JOCE HUE)

« *C'est le jour de la collecte !* » À **Oissel**, en attendant [la future mosquée](#), une centaine d'hommes se presse dans une salle nue aux murs verts. Les femmes, elles, se réunissent dans un Algeco à côté. Abdellatif Hmito est l'imam. Son [prêche du 12 décembre dernier](#), en arabe et français, explique que « *la force n'est pas synonyme de violence* » et que

ces principes doivent être appliqués à l'éducation des enfants, sous peine de les rendre vulnérables « *au discours extrémiste pour lequel foi signifie tuer* ». Pour lui, « *la confusion actuelle laisse une place à tous les apprentis sorciers. Les djihadistes dévoient les codes les plus évidents de l'islam. Le djihad signifie « don de soi » et l'effort armé vient en bon dernier. Bref, Daech, c'est du marketing* ».

Les pouvoirs publics affichent comme objectif de « déradicaliser » de jeunes musulmans tentés par le djihad. Peine perdue ? En Normandie, la préfecture de l'**Eure** « *ne communique pas sur ce sujet* ». En **Seine-Maritime**, le directeur de cabinet du préfet ne souhaite pas s'exprimer avant l'entrée en fonction de la nouvelle préfète, prévue demain. On sait seulement que le préfet a incité à la création d'associations et à la sécurisation des lieux de cultes. Des caméras ont été posées dans six mosquées de la métropole rouennaise, à **Elbeuf** notamment. Le Havre et sa région doivent suivre. Pourtant, selon nos sources, la radicalisation s'amplifie si l'on prend en compte les individus suivis par les services de renseignements. De juin à décembre dernier, le Calvados est passé de 44 à 96, la Manche de 14 à 29, l'Orne de 16 à 41, l'Eure de 11 à 45 et la Seine-Maritime de 46 à 74.

Reportage à Rouen et dans le Pays de Caux

n Il y a environ **4,7 millions de musulmans** en France, soit 7,5 % de la population. Parmi eux, 33 % se déclarent « *croissants et pratiquants* », 23 % se rendent à la mosquée le vendredi, 62 % consomment de la viande halal et 70 % jeûnent pendant le ramadan. Les femmes qui déclarent « *porter souvent le voile* » sont 30 % chez les plus de 55 ans, 16 % chez les 35-49 ans et 8 % chez les moins de 35 ans.

n Le **salafisme** a triplé en dix ans en France : il existerait 90 mosquées d'obédience salafiste sur les 2 500 recensées. Cette famille religieuse issue du sunnisme (principale branche de l'islam) prône une pratique rigoriste de la religion. Si la proportion de musulmans à pratiquer cette forme d'islam augmente, surtout chez les jeunes, ses adeptes représentent bien moins de 1 % des musulmans. Le nombre de fidèles se situerait entre 10 000 et 20 000. Tous les terroristes sont salafistes, mais tous les salafistes ne sont pas terroristes.

n Le dépassement d'**Al-Qaïda**, à l'organisation verticale hiérarchisée, par **Daech** a entériné le « *djihad intégral* », une forme de « *djihad du pauvre* » ouvert à tous (« *Une pierre, un couteau, un crachat* ») et visant l'Europe, plus proche et considérée comme « *le ventre mou* » de l'Occident mécréant.

n La France est le pays européen qui a fourni de loin le plus de combattants à Daech (700). Viennent ensuite le Royaume-Uni (400), l'Allemagne (300) et la Belgique (250). 20 à 30 % des **djihadistes** français sont des convertis et près de la moitié étaient inconnus des services de renseignements.

n Il s'appelait **Abu Talha**. Âgé d'une vingtaine d'années, marié et père de deux enfants, il a été tué en Syrie où il était parti faire le djihad. C'est ce qu'a révélé la semaine dernière le journaliste spécialisé David Thomson. Le jeune homme vivait en Basse-Normandie, à Hérouville-Saint-Clair, d'où seraient originaires plusieurs djihadistes français partis en Syrie.

L'islam radical, symptôme d'un échec français

Peut-il exister un « islam de France » compatible avec les valeurs de la République ?

n **Gilles Kepel** : « Paradoxalement, les attentats de novembre ont fait prendre conscience aux imams et responsables d'associations musulmanes que le contrôle de l'expression publique par la minorité salafiste menace la pérennité de l'islam en France. Cette vision littérale de la religion est évidemment en rupture complète avec les fondements de la République et les valeurs de la société française, sur la liberté, l'égalité, les rapports hommes femmes... Dans un contexte éminemment polarisé, il appartient aux musulmans et à la société, tous ensemble excommuniés par cette idéologie, de définir cet islam de France »

n **Nathalie Goulet** : « C'est pour moi une évidence et c'est pourquoi j'ai lancé cette mission d'information sur l'islam au Sénat qui doit répondre aux attentes des 99 % de musulmans qui veulent vivre en France en accord avec les lois de

la République. Aujourd'hui, il règne une grande confusion autour de l'islam par son mode d'organisation et la perception que l'opinion en a. Il faut que l'État lutte contre toutes les idées reçues et les signes de stigmatisation contre les musulmans. De son côté, cet islam de France que j'appelle de mes vœux doit pouvoir nommer des interlocuteurs incontestés qui représentent les différentes communautés musulmanes et qui puissent dialoguer avec les pouvoirs publics. »

Pourquoi la France est-elle à l'avant-garde des pays Occidentaux fournisseurs de jeunes combattants à Daech ?

n **G. K.** : « La France est le plus grand pays arabe d'Europe ! La société française n'est pas que le produit de « *Nos ancêtres les Gaulois* », mais aussi de son empire colonial, ce qui a été un peu occulté dans le récit national. Par exemple, Mohamed Merah a tué dans une école juive de Toulouse le 19 mars 2012. Soit 50 ans jour pour jour après le cessez-le-feu qui a mis fin à la guerre d'Algérie. S'il n'en avait probablement pas conscience, la dimension symbolique est énorme. Comme quand les municipalités FN débaptisent les rues du 19 mars 1962 qui commémorent ce qu'ils considèrent comme une indignité nationale. »

n **N.G.** : « Proportionnellement, la Belgique en fournit plus que la France. Mais peu importe, la France compte, c'est vrai, 7 millions de musulmans (entre 4 et 5 selon le ministère de l'Intérieur, N.D.L.R.). Daech, qui n'est pas une secte mais bien une organisation terroriste, n'utilise pas que sa version du Coran pour enrôler les jihadistes. Elle finance les parcours de ces jeunes en déshérence. Ceux-ci ont rompu avec le lien républicain et citoyen à force d'avoir oublié certains territoires devenus des ghettos, à force d'échecs des politiques de la ville et de l'école, à force de laisser se développer pendant tant d'années un islam des caves. »

Quelles solutions existent ?

n **G. K.** : « Sans excuser aucunement la folie djihadiste, il faut assumer notre histoire et regarder la société telle qu'elle est, sous peine d'un retour du refoulé violent. La société française méprise sa jeunesse et est devenue l'une des moins inclusives d'Europe. Il y a une rupture entre les élites et les banlieusards, où la dynamique identitaire est très forte, et les « campagnards » comme par exemple Maxime Hauchard à Bosc-Roger-en-Roumois (dans l'Eure, N.D.L.R.). Il faut aussi que les services de renseignement travaillent, se réorganisent et se remettent en question : malgré [la fin de l'enquête](#) sur Merah cet été, on ne voit toujours rien venir sur les différentes responsabilités dans cette affaire. »

n **N.G.** : « Certainement pas en inscrivant la déchéance de la nationalité dans la Constitution. Bien sûr que la répression est nécessaire et qu'il faut lutter contre le terrorisme. Mais nous en sommes à quatorze lois antiterroristes en trente ans. La dernière, après les attentats de janvier 2015, a été adoptée en juin dernier. La répression et la stigmatisation alimentent le radicalisme. Et la prévention des risques n'est pas que l'apanage des services de renseignements. Aujourd'hui, nous sommes très en retard pour déceler les phénomènes de radicalisation. Il faut lancer un vaste plan de formation pour y remédier auprès des enseignants, des éducateurs, des élus, des relais associatifs... Notre ignorance est aujourd'hui notre pire faiblesse. »

PROPOS RECUEILLIS PAR J.H ET PH. L.

* Il vient de sortir « Terreur dans l'Hexagone. Genèse du djihad français », chez Gallimard.

L'islam radical, symptôme d'un échec français

REPORTAGE. Le 7 octobre dernier, la campagne télévisuelle dans laquelle on voyait des parents d'enfants partis en Syrie témoigner de leur douleur l'a décidée à appeler le numéro vert national (0 800 005 696) « *Est-ce que votre fille ne mange plus de porc ? À tout à coup cessé de se maquiller ? Ne s'épile plus les sourcils ? Laisse désormais ses cheveux attachés ? J'ai répondu à tout cela : oui, oui, oui, oui. Ils m'ont dit alors que j'allais être recontactée par la préfecture dans les quarante-huit heures. J'ai rappelé encore deux fois avant qu'on me fasse comprendre qu'ils s'occupaient d'abord des mineurs.* »

Dans le salon de sa maison cossue du **pays de Caux**, Sylvie*, 45 ans, met des mots sur l'indicible, le désarroi de parents face à la peur de perdre définitivement leur fille, Manon*, 19 ans, convertie à l'islam par son amoureux. L'histoire - presque ordinaire - de l'emprise d'un homme sur une jeune femme ? Peut-être. Ou pas. « *Si je parle aujourd'hui, c'est pour alerter d'autres mamans et d'autres papas. Au début, il était adorable, le gendre idéal. Si j'avais pu être moins naïve, ouvrir les yeux avant qu'elle soit majeure, j'aurais tout fait pour l'écarter* », explique la mère de trois enfants aux côtés de son mari, Boris*.

À 16 ans, Manon présente son nouvel ami à ses parents qui, « *même si on n'est pas trop Arabe à la maison* », lui ouvrent leurs portes, l'emmènent aux sports d'hiver, aident le jeune couple matériellement et financièrement. Jusqu'à ce que, à leurs yeux, la religion semble tout envahir. « *Il nous a dit qu'il fallait qu'elle se convertisse. Nous, on a essayé de discuter, mais c'était impossible.* » Leur fille semble suivre les rites musulmans et les relations deviennent très tendues. En juillet 2014, les époux font l'objet d'une garde à vue et d'un rappel à la loi, après qu'ils aient giflé et mis de force leur fille sous la douche. Celle-ci est placée quelques mois à l'Institut départemental de l'enfance avant de devenir majeure et de rejoindre son ami.

Fin octobre dernier, une nouvelle dispute entre le couple et le père tourne au pugilat. « *Il criait à ma fille qui me frappait : Vas-y frappe, bébé, frappe !* » Résultat : 15 jours d'ITT pour Boris et une plainte contre les deux jeunes gens. Une perquisition aurait eu lieu à leur domicile depuis la mise en place de l'état d'urgence. « *Les policiers, ils nous ont dit qu'il n'a pas le profil pour être un djihadiste. Mais en même temps, on entend partout qu'il n'y a pas de profil !* », s'agacent les parents, déboussolés. Mais peut-on lier mécaniquement interprétation radicale de l'islam et djihadisme armé ?

À **Rouen**, Hamid* s'en défend, tout en revendiquant sa pratique d'un islam orthodoxe : « *Je suis radical dans le sens où je reviens aux racines de l'islam* ». Barbe de trente centimètres qu'il peigne amoureusement des doigts, le quadra, ancien délinquant, a arrêté alcool, tabac, drogue et musique, ne vote plus et ne serre la main « *qu'aux vieilles femmes* ». Celui qui se définit comme « *salafi* » - *salafiste* est le terme francisé - s'explique : « *Je suis né en France et j'ai été éduqué par l'école de la République. Ça m'a permis de déterminer quel était l'islam authentique, loin du folklore orientaliste importé par nos soi-disant représentants, ces bléards en costume-cravate. Ils se disent modérés. À mes yeux ils ne sont pas musulmans. Avec ma djellaba et ma barbe, je fais d'ailleurs peur à mon père !* » Pas de main de Fatma sur lui donc : ni saint, ni gourou, ni idolâtrie, le « *pire péché* ». Juste « *la foi au Dieu unique* ».

Ce mouvement touchant surtout des jeunes issus des deuxièmes et troisièmes générations d'immigrants s'oppose à la société occidentale et à l'islam des aînés. Pour lui, « *être salafi, c'est être musulman au plus près de la source, comme au temps du Prophète et de ses compagnons sur deux générations : les salaf* (« *prédécesseurs* »). Et précise : *Ce n'est pas nous les méchants, ce sont les khâridjites* (ou takfiristes), *ces « chiens de l'Enfer » qui tuent au nom de la religion. Principalement des musulmans d'ailleurs* ». Salafiste quiétiste, il diffère aussi des « *salafistes réformistes, comme les Frères Musulmans, qui veulent influencer sur la société* ». Lui dit n'aspirer qu'à une vie tranquille, réclamant le « *droit à l'indifférence. Ma femme se fait insulter quand elle sort avec son niqab !* » Même s'il n'y aura pas d'école publique mixte pour ses deux enfants en bas âge et qu'il préférerait « *vivre sous la charia* » (loi islamique), il dit obéir au « *gouverneur* » - en l'occurrence François Hollande - même s'il n'en reconnaît pas la légitimité. « *Pour moi, Daech ou Hollande, c'est Sheïtan* (« *le diable* »). *De toute façon, si on ne veut plus de nous ici, on fera la hijra* (émigration en terre musulmane). »

Il cite sans cesse le théologien saoudien Abd al-Aziz ibn Baz, qui a notamment dénoncé le « *prosélytisme laïciste, qui conduit à l'athéisme et appelle à l'immoralité et à la corruption* ». Ne croyant pas à l'Holocauste ou au voyage sur la lune, il a aussi des doutes sur les auteurs véritables des attentats, « *au mode opératoire très militaire* ». Critiquant pêle-mêle le colonialisme et la société de consommation, les juifs (« *pas antisémite, antisionniste* ») et la finance internationale, la pornographie et les « *dessins animés, qui ne montrent que monstres et sorcières* », les francs-maçons et le soufisme, il dévoile une grille de lecture du monde binaire. Il y a le bien et le mal. Et à la fin, le paradis ou l'enfer. Ce qui importe vraiment : « *Je n'ai aucun goût pour cette vie* ».

Dans leur salon du pays de Caux, Sylvie et Boris résistent à la tentation de l'amalgame. « *Un musulman normal, modéré, cela ne demande pas des choses comme ça à sa femme. C'est le premier Noël que l'on passe sans notre fille. On lui a quand même envoyé des cadeaux. On craint surtout qu'il l'emmène au Maroc comme il en a été question. Au moins, on aura tout fait...* »

THIERRY DELACOURT ET JOCE HUE